

PENSÉE
DE MALEK
BENNABI

22) La renaissance (nahda)

Le jeune homme bien instruit des choses qu'est devenu Bennabi entre les années 1920 et 1930 s'intéresse à l'action islamiste que développe à Constantine même Abdelhamid Ben Badis. C'est entre 1914 et 1922 que l'idée de nahda est arrivée en Algérie avec le retour de Tunis, du Caire ou du Hedjaz des étudiants comme Ben Badis, al-Okbi, Tébessi, al-Ibrahimi, al-Mili et d'autres, mais aussi avec l'apparition de la presse arabophone et l'entrée des livres de Abdou, al-Kawakibi, Tantawi Jawhari, etc. La lecture des journaux paraissant en français le met au contact d'une autre approche du réveil portée par la tendance moderniste formée à l'école française. Elle revendique des droits, demande l'assimilation des Algériens et le rattachement de l'Algérie à la France. Ce phénomène dual n'était pas spécifique à l'Algérie. La renaissance s'est présentée

Il va élaborer un système de pensée dédié à la mise en œuvre du hadith selon lequel «le dernier de cette nation ne sera réformé que par ce qui a réformé son premier» car son postulat de base est que c'est par l'islam que les musulmans peuvent se refaire. Le pays étant occupé, il n'est pas possible de compter sur les institutions coloniales pour qui l'Algérie est un champ d'investissement, le sol un gisement de ressources et l'«indigène» une main-d'œuvre presque gratuite.

dans les pays arabes, en Afrique du Nord et dans le sous-continent indien sous ce double visage, celui du réformisme d'essence religieuse d'une part et du modernisme d'essence séculière, d'autre part, tendances restées à ce jour les principaux protagonistes du débat intellectuel et politique dans les pays musulmans.

Dans les années 1930, Bennabi est le seul à poser dans le contexte algérien une franche distinction entre la nature politique et la nature civilisationnelle des problèmes, ce qui va être à l'origine d'un immense malentendu entre lui et le mouvement national dans sa triple composante (oulamas, assimilationnistes et nationalistes). Là où lui voyait une nécessité de réformer les idées et d'éduquer socialement les individus, les animateurs du mouvement national ne voyaient que des droits politiques à revendiquer. Pour lui le problème était de nature psychologique, mentale, culturelle, éducationnelle et requerrait une approche qui devrait viser à transformer la mentalité de l'homme colonisé et «indigénisé» en mentalité d'homme de civilisation, tandis que pour eux le tout était de réclamer et d'obtenir des droits qui déboucheraient sur l'indépendance, laquelle réglerait automatiquement tous les problèmes.

Pour lui, la renaissance ne peut résulter de prêches religieux ou de discours revendicateurs mais d'une mutation psychique, d'un bouleversement des mentalités, d'une révolution sociale qui doivent être l'objet prioritaire de toute action politique. Il la décrit comme «le passage solennel dans un processus de l'histoire de l'inertie anarchique des êtres et des choses à la phase de l'organisation, de la synthèse et de l'orientation... Il s'agit d'éliminer dans les usages, les habitudes, le cadre moral et social traditionnel ce qui est mort ou mortel afin de faire place à ce qui est vivant et vital» ; il prône un esprit nouveau, «une métanoïa pour rompre l'équilibre traditionnel, l'équilibre de la décadence d'une société qui cherche un équilibre nouveau, celui de la renaissance» (*Les conditions de la renaissance*, 1949). Mais les hommes politiques de son temps

ne voient pas la profondeur du problème et pensent qu'ils peuvent le résoudre par l'imitation de l'Occident sur le plan technique, sur le plan des «choses». On lit dans la mouture 1960 du *Problème des idées* : «Initialement, notre renaissance n'a pas porté, comme celle du Japon, sur une révision fondamentale de nos idées intégrées pour les réadapter, d'une part, à nos archétypes héréditaires, et pour les adapter, d'autre part, aux archétypes de l'Occident. Il n'était pas dans nos dispositions mentales héritées de la décadence de le faire. En conséquence, notre renaissance n'a pas prélué par un débat sur les idées, mais sur les choses. Elle a commencé vaguement avec l'idée — répandue dans le monde musulman vers le milieu du XIX^e siècle — que l'Europe nous dépassait avec les choses : la banque, l'usine, le laboratoire, l'école, les canons, les fusils...

Nous n'avions pas compris qu'elle nous dépassait par ses conceptions, sa philosophie sociale, c'est-à-dire, en un mot, par la puissance du soubassement idéologique qui soutenait son monde des choses.» Même aujourd'hui, les musulmans n'ont pas encore compris cette nuance.

Quand il entame l'exposé de sa vision de la renaissance dans *Les conditions de la renaissance*, Bennabi reprend les choses depuis le moment où le monde musulman est entré en décadence : «Le peuple algérien n'est pas en 1948 mais en 1368, c'est-à-dire au point de son cycle où toute son histoire est encore une simple virtualité. Le fait est d'ailleurs commun à tous les peuples de l'islam. Le problème est celui d'une civilisation à sa genèse, aggravé par les séquelles d'une décadence.» Il prend alors le verset coranique («Dieu ne change rien à l'état d'un peuple...») qui sert de fondement à la nahda et le soumet à un double questionnement : est-ce que le verset est historiquement vrai ? Est-ce qu'il est applicable au cas algérien ? Puis il répond : «L'efficacité bio-historique d'une religion est permanente et ne constitue pas une propriété exceptionnelle particulière à son avènement chronologique. Son avènement psychologique peut se renouveler et même se perpétuer si l'on ne s'écarte pas des conditions compatibles avec sa loi.» Mais comment s'y prendre ? Par où commencer ? Bennabi apparaît alors pour ce qu'il est : un planificateur de civilisation, un manager de ressources humaines à une méga-échelle. Tandis que ses prédécesseurs ou contemporains se limitaient pour la plupart à un langage théologique, littéraire, voire purement politique, lui va tenir un langage de «mécanicien» de l'histoire. Il va élaborer un système de pensée dédié à la mise en œuvre du hadith selon lequel «le dernier de cette nation ne sera réformé que par ce qui a réformé son premier» car son postulat de base est que c'est par l'islam que les musulmans peuvent se refaire.

Le pays étant occupé, il n'est pas possible de compter sur les institutions coloniales pour qui l'Algérie est un champ d'investissement, le sol un gisement de res-

sources et l'«indigène» une main-d'œuvre presque gratuite. Bennabi prend alors la place d'un gouvernement et trace un programme d'action à long terme qui postule une politique de formation des ressources humaines (l'homme), une utilisation économique des richesses naturelles (le sol), et une organisation industrielle du travail (le temps).

Le mouvement de renaissance apparu dans le monde musulman et connu sous le nom de «Nahda» ne remonte pas à la révolution des Cipayes qui a éclaté en Inde en 1858, mais, pour sa composante religieuse, à une époque plus éloignée. Au XIV^e siècle déjà, Ibn Taïmiya avait appelé à une «réforme des gouvernants et des gouvernés» sous le nom d'«Islah». Entre 1309 et 1314, il compose le célèbre ouvrage qui est encore à ce jour une référence : *Kitab as-siyassa chariya fi islah ar-ra'i wa raiya* que Henri Laoust a cru devoir traduire en 1948 sous le titre de *Traité de droit public d'Ibn Taïmiya*.⁽¹⁾ Quatre siècles plus tard, Mohamed Ibn Abdelwahhab (1703-1792) ressuscite les idées d'Ibn Taïmiya dont il découvre la pensée en Syrie où il a fait ses études.

Prédicateur en Arabie puis en Iraq et en Iran, il prêche le retour au «salaf» (devanciers) et l'abandon des «bida'» (innovations) et s'oppose au maraboutisme, aux confréries et aux traditions fatalistes. Il trouve en la personne du chef d'une tribu de Dir'iyya, Mohamed Ibn Séoud, un protecteur et un disciple. Leur alliance conduit à la conquête de tout le Najd puis de La Mecque et de Médine. Après sa mort, la dynastie issue de Séoud (qui a épousé une fille du cheikh) adopte sa doctrine et en fait la base de son Etat. Mais ce premier royaume saoudite est détruit par Ibrahim Pacha (le fils de Méhémet Ali) en 1818 à la demande des Ottomans. A la même époque apparaît en Inde un courant réformateur de caractère moderniste mené par Shah Wali Allah (1703-1762) qui incite au rapprochement entre les valeurs islamiques et les valeurs occidentales. Les deux mouvements entrent en relation et confrontent leurs thèses, notamment à l'occasion du pèlerinage à La Mecque et des séjours d'études des étudiants arabes à Delhi. Sur le plan organisationnel, les Ottomans sont les premiers à mettre en branle un train de mesures visant à rétablir leur niveau par rapport aux Européens.

La même année, le bey de Tunis promulgue une Constitution instituant un conseil de soixante membres puis nomme Kheireddine Pacha Premier ministre. Ce dernier, qui est considéré comme le fondateur de la Tunisie moderne, crée le collège Sadiki où sont enseignées pour la première fois les sciences exactes et les langues étrangères et d'où sortiront les générations qui animeront le mouvement de libération de la Tunisie et construiront son Etat indépendant.

En Égypte, province ottomane depuis 1517, une flotte de guerre française dirigée par un général de vingt-neuf ans, Bonaparte, débarque en 1798 à Alexandrie. Son but est de couper aux Anglais la route de l'Inde. Ceux-ci le comprennent et attaquent les positions françaises. Les Ottomans et les Mamelouks prêtent main-forte aux Anglais. En août 1799, Bonaparte abandonne le commandement à l'un de ses adjoints et rentre en France. Battus par la coalition anglo-ottomane, les Français quittent l'Égypte en 1801. Ceci pour les faits militaires. Sur le plan culturel, l'expédition de Bonaparte a, pour la première fois, mis en contact les deux civilisations et provoqué un

Par Nour-Eddine Boukrouh
nouredineboukrouh@yahoo.fr



bouleversement dans l'esprit de l'élite égyptienne. Mohamed Ali ayant accédé au pouvoir en 1804 avec l'aide des Mamelouks se retourne contre les Turcs et les Anglais et engage son pays à partir de 1810 dans un mouvement de modernisation. En 1812, il s'attaque aux Wahhabites et s'empare de Médine, Djeddah, La Mecque et Taïf. Séduit par la civilisation française et admirateur de Bonaparte, il veut faire de l'Égypte un Etat moderne et indépendant. Il règnera pendant quarante-quatre années au cours desquelles il jettera les bases de l'Égypte moderne.

Son fils, Ibrahim Pacha, étend l'œuvre de modernisation à la Syrie, au Liban et à la Palestine. Il y établit l'égalité entre les trois religions (islam, christianisme, judaïsme). Ayant conquis le Yémen et la Crète, il se tourne vers le cœur de l'Empire ottoman, s'empare de Konya et arrive à cent kilomètres de la capitale quand son père le somme de s'arrêter et de revenir sur ses pas. Mohamed Ali avait les moyens de déposer le sultan Mahmoud II qui avait crû son heure venue, mais il ne se résolut pas à le faire en dépit de l'insistance de son fils qui piaffait d'impatience de parachever l'œuvre entamée. C'est alors qu'Istanbul signe des traités de défense avec la Russie et l'Angleterre auxquels elle accorde d'importantes concessions pour la protéger.

En 1839, l'armée ottomane tente de reprendre la Syrie mais Ibrahim Pacha la défait. Mahmoud II s'éteint. Son fils Abdulmadjid, âgé de dix-sept ans, lui succède.

En 1840, une coalition composée de la Prusse, de la Russie et de l'Angleterre attaque le Liban et la Syrie et les soustrait à la souveraineté de l'Égypte. Vaincue, celle-ci redevient vassale d'Istanbul. En 1848, Mohamed Ali décède à l'âge de quatre-vingt ans. Son fils Ibrahim étant mort quelques mois avant lui, c'est le fils de ce dernier, Abbas 1^{er}, qui accède au trône et défait en peu de temps ce que son grand-père avait réalisé en une vie. Influencé par les milieux religieux, il ferme les grandes écoles fondées par son illustre prédécesseur, arrête la politique des grands travaux et chasse les coopérants étrangers. L'enseignement public périclité et l'Égypte se met alors à marquer le pas⁽²⁾.